

Arrêté préfectoral portant limitation de vente de carburants

Le préfet du Tarn,

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212-2 et L. 2251-1 ;

Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2010-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de M. François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;

Vu le plan ressources hydrocarbures départemental, approuvé par arrêté préfectoral du 20 juillet 2020 ;

Considérant le mouvement social qui impacte actuellement le secteur des hydrocarbures , provoque le blocage de certaines raffineries et dépôts pétroliers depuis le 3 octobre 2022 et entrave l'approvisionnement des stations-service ;

Considérant les difficultés de ravitaillement des stations-service du département du Tarn en produits pétroliers et carburants ;

Considérant que le défaut d'approvisionnement en carburants est susceptible de compromettre les déplacements des véhicules qui assurent des missions indispensables et la satisfaction de besoin essentiel de la population ;

Considérant que le maintien du bon ordre, de la sécurité et de la salubrité publiques nécessite d'encadrer la vente du carburant afin de limiter les risques de pénuries ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet,

Arrête

Article 1^{er} - La vente, l'achat, la distribution et le transport de carburant (essence, éthanol, gazole et GPL) sous forme conditionnée (jerricans, bidons...) dans tout contenant transportable manuellement sont interdits dans l'ensemble du département du Tarn.

Les détaillants, gérants et exploitants de stations-service, notamment celles qui disposent d'appareils automatisés permettant la distribution de carburant, doivent prendre les dispositions nécessaires pour faire respecter cette interdiction.

Article 2 – Les détaillants, gérants et exploitants des stations-services procéderont à un affichage de ces mesures afin d'en informer les usagers.

Article 3 – Sur l'ensemble du département du Tarn, la vente et l'achat de carburants (essence, éthanol, gazole et GPL) sont limités à :

- **30 litres** (avec une livraison minimale de 5 litres) pour les véhicules de particuliers d'un PTAC inférieur à 3,5 tonnes ;
- **120 litres** pour les véhicules d'un PTAC supérieur à 3,5 tonnes ;
- **200 litres** pour les poids-lourds.

Article 4 – Les véhicules des services ou entreprises assurant une mission de service publics figurant en annexe du présent arrêté ne sont pas concernés par les restrictions de l'article 3.

Article 5 – Cet arrêté s'applique jusqu'à nouvel ordre.

Article 6 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et textes en vigueur.

Article 7 – Le sous-préfet, directeur de cabinet, le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Castres, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, la directrice départementale de la sécurité publique et les maires des communes du Tarn sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Albi, le 11 octobre 2022


François-Xavier LAUCH

Délais et voies de recours – La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Toulouse d'un recours contentieux dans les deux mois qui suivent la date de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

ANNEXE

Catégories	Liste
Ordre public	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Véhicules de police et de gendarmerie ✓ Polices municipales ✓ Administration pénitentiaire
Administration	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Véhicules de fonction de l'administration ✓ Véhicules des cadres d'astreinte de l'État, Maires, élus d'astreinte ✓ Personnel municipal d'astreinte
Armées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Véhicules militaires
Défense et sécurité civile	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sapeurs-pompiers ✓ Associations agréées assurant des missions de sécurité civile
Transports de blessés et de malades	<p>Ambulances :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ SAMU, SMUR et UMH (unité mobile hospitalière) ✓ Ambulances privées ✓ VSL (véhicules sanitaires légers) ✓ Taxis conventionnés
Pratique hospitalière	<p>Hôpitaux publics et privés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Véhicules des établissements ✓ Véhicules de transport d'organes et de sang ✓ CUMP (cellules d'urgence médico-psychologique) <p>Véhicules privés des :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Médecins ✓ Infirmiers ✓ Agents hospitaliers
Pratique médicale, pharmacies et laboratoires	<p>Véhicules privés des professionnels de santé dont l'exercice est réglementé par le Code de la Santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Médecins ✓ Infirmiers ✓ Kinésithérapeutes ✓ Pharmaciens ✓ Vétérinaires ... <p>Transport de produits pharmaceutiques vers les officines :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Personnels des laboratoires d'analyses de biologie médicale ✓ Fournisseurs de gaz médicaux <p>Véhicules d'interventions concourant à la sécurité et à la continuité des soins : intervention curative (panne IRM, Scanner, radiothérapie, endoscopie, fluides médicaux, etc.)</p> <p>Véhicules des GIG (Grand Invalide de Guerre) et GIC (Grand Invalide Civil), ou conduits ou transportant des personnes handicapées ou des personnes à mobilité réduite ;</p>
Missions d'intérêt général	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les véhicules des personnels du système de santé (établissements de santé, ARS etc .) mobilisés en cas d'urgence sanitaires, notamment dans le cadre de déclenchement des plans blancs des établissements de santé, sur justificatif de leur employeur ; ✓ Les véhicules des laboratoires d'analyses de l'eau

	<p>potable</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les véhicules des entreprises de ramassage de cadavres d'animaux, équarrissage et transports de farines animales ...
Services d'intervention	<p>Véhicules d'intervention et de dépannage :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Gaz ✓ Électricité ✓ Service des eaux ✓ Transport par conduites ✓ Opérateurs de téléphonie ✓ Sociétés d'autoroute ✓ Dépannage routier
Ordures ménagères	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Véhicules d'enlèvement et de traitement des déchets
Funéraire	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Véhicules de transport funéraire ou assurant des prestations funéraires (thanatopraxie)
Transports de fonds et services postaux	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Fourgons blindés ✓ Véhicules de transport de courrier ✓ Entreprise de surveillance ou protection
Transport	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Bus, transports scolaires ✓ Transport de personnes handicapées (véhicules appartenant aux entreprises de transport)
Commerces d'alimentation générale	<p>Véhicules de livraisons des :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Supérettes ✓ Supermarchés ✓ Hypermarchés ✓ Commerces de détail